



# Communiqué

## Service Commun des Laboratoires : Il y a urgence à protéger un service public de pointe !

Le service commun des laboratoires (SCL), qui analyse les produits pour les administrations de la Douane (produits pétroliers, stupéfiants, ...), de la CCRF (jouets, miel, ...), de la DGAI (sanitaire) est en danger. Ce service, reconnu internationalement (Traité de Washington, Masques/Covid,...), souffre d'un sous-investissement humain et fonctionnel. Les vacances d'emplois ne sont pas comblées, le matériel est vieillissant et subit de nombreuses pannes. Les réductions budgétaires, les potentielles fermetures de sites et de domaines d'analyse s'ajoutent aux inquiétudes des agents.

Par exemple, dans le domaine de la recherche de « pesticides » en alimentaire, le retard est estimé à 6 mois pour déterminer si un produit en contient ou pas !

Aucun bilan n'est jamais fait par ailleurs par la Douane sur l'activité des laboratoires qui sont pourtant le service support quotidien indispensable à la lutte contre la fraude.

Cela pose des problèmes importants pour la sécurité des citoyens et pour les poursuites judiciaires de la Douane en matière de trafic de drogue par exemple. Ces dysfonctionnements peuvent aussi avoir de lourdes conséquences économiques avec le risque que les importateurs délocalisent les flux de marchandises vers d'autres points d'entrée en Europe.

La gestion purement comptable du SCL ne prend pas en compte l'intérêt général, qui exige des analyses rapides et fiables issues de laboratoires d'État indépendants pour un service public de protection des populations, de police économique de lutte contre les fraudes et les trafics.

Cela nécessite :

- >>> la mise en œuvre d'un plan d'investissement en locaux et matériel d'analyse ;
- >>> Un plan de recrutement
- >>> un plan de recherche et développement pour les produits « innovants », par exemple en matière de nanoparticules, produits pétroliers, stupéfiants.

**IL EST INCONCEVABLE QUE L'ÉTAT LAISSE DÉPÉRIR UN DES FLEURONS DES LABORATOIRES EUROPÉENS EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LES FRAUDES ET LES TRAFICS.**

Contacts :

Douanes CGT : Manuela DONA : 01 55 82 88 68

CCRF & SCL CGT : Jean Philippe SIMON : 02 72 16 43 68

Fédération des finances CGT : Michaël Wicke : 06 30 96 98 60